

---

# Les implantations, obstacles à la paix

---

Entretien  
avec

Haydar Abdel Shafi

**Le docteur Haydar Abdel Shafi est président du Croissant rouge palestinien. Il fut le chef de la délégation palestinienne aux premières négociations de Madrid. Il a accepté de me recevoir dans sa maison de Gaza et de répondre, pour *Confluences*, à mes questions sur la situation du processus de paix .**

Après quelques jours passés à Jérusalem et Tel Aviv, la vision de Gaza (d'une partie de Gaza) est terrible: routes défoncées ou inondées, maisons dont on ne sait pas si elles sont en cours de construction ou de destruction, pagaille, voitures déglinguées, misère et chômage frappent le visiteur venu d'un Israël insolent de modernisme.

La vision pessimiste de mon interlocuteur ne fait que confirmer celle que j'ai eue tout au long de mon séjour. Chaque camp se replie sur lui-même, sur son identité menacée par un échec possible du processus de paix.

Du côté israélien, la fermeture à l'autre s'alimente de la peur des attentats kamikazes et de la montée du fondamentalisme islamiste dans l'ensemble du monde arabo-musulman. Des militants du camp de la paix avouent leur soulagement à l'annonce du bouclage des territoires occupés et de Gaza. Ils n'en sont pas fiers mais la paranoïa l'emporte, par exemple chez cette femme pédo-psychiatre, militante du Ratz qui me fait part de son évolution dans ces termes: "*Dès que le fossé existe, l'envie existe, donc la frustration. Comme ce fossé — entre les Palestiniens et nous — ne peut pas se combler rapidement, j'en suis venue à penser qu'Israël n'a pas d'autres possibilités d'existence que de s'ériger en forteresse. On ne peut pas nous demander d'être des saints.*"

Quelques groupes, notamment les associations pour les droits de l'homme et les petits groupes autour de l'«Alternative Information

Center”, continuent d'avoir des contacts réguliers avec des Palestiniens, sur des problèmes précis comme le logement, l'eau, etc... Mais la gauche sioniste et gouvernementale est déconsidérée auprès des Palestiniens, d'autant plus déçus qu'ils y avaient mis tant d'espoir.

Si Itzhak Rabin est comme frappé d'immobilisme depuis les deux attentats meurtriers de Tel Aviv et de Netanya, le Meretz (12 députés sur une majorité de 61) ne joue pas assez son rôle d'aiguillon sur tout ce qui touche au processus de paix (alors même qu'il le joue sur les problèmes de politique intérieure). L'idée qu'un vote négatif puisse casser la fragile coalition et faire revenir le Likoud au pouvoir lors des élections de la fin 1996 semble les paralyser, même si leur base militante, dans des réunions houleuses, exige qu'ils quittent le gouvernement notamment en raison de l'absence de politique cohérente concernant les implantations.

Mais il serait trop facile de condamner l'actuel gouvernement sans nuances. Des membres du Meretz au sein du parlement et du gouvernement continuent de se battre avec leurs moyens contre les colonies. Ran Cohen — président du groupe parlementaire Meretz, et membre de la commission de sécurité de la Knesset — déclarait à Radio Shalom lors de son passage à Paris au début du mois de février 1995: *"Les colons ont savamment préparé la mine qui a explosé il y a un mois à propos de l'implantation d'Efrat. Au sein même du cabinet Rabin, il y a des gens qui ont aidé ces colons. Meretz s'est alors trouvé dans une situation où d'un gel officiel de la colonisation dans les territoires, on est passé à l'agrandissement des colonies... C'est un véritable coup porté au gouvernement de Rabin. C'est une victoire de la droite et du Goush Emounim qui dictent leur politique au gouvernement de la gauche. Meretz n'a pas eu de véritable choix. Nous avons mis Rabin devant ses responsabilités en lui disant qu'il fallait absolument poursuivre le gel des colonies, mais malheureusement, comme cela arrive trop souvent dans la politique israélienne, la fin de cette affaire s'est soldée par un compromis: on construit un peu et on gèle ailleurs... Et pourtant dans les mois qui viennent, il va falloir procéder au démantèlement des colonies situées dans des zones problématiques du point de vue de la sécurité. Je pense à une douzaine d'implantations. Ce démantèlement doit commencer à convaincre les Palestiniens de la volonté de Rabin d'avancer dans le processus de paix"*.

Si l'on compare ce discours au programme du Meretz de 1992 qui parlait de "démantèlement des colonies," on ne peut qu'être déçu; mais c'est la réalité politique israélienne avec laquelle il faut bien compter.

Du côté palestinien — puisqu'il faut bien parler en termes de "côtés" —, la première chose qui frappe le visiteur "juif de bonne volonté", c'est la méfiance, la difficulté à rencontrer des Palestiniens, les allusions douloureuses à mon nom juif, les rendez-vous sans cesse remis. Ce visiteur-là comprend vite qu'il est invité à choisir son camp, que le dialogue n'est plus de mise, sauf entre quelques intellectuels, que le fait d'habiter à Jérusalem-ouest le rend soupçonné *a priori* et que sa misérable volonté de dialogue est déjà une forme de trahison.

Et pourtant, il n'y a pas d'autre solution. Israël existe et la Palestine doit exister. Pour cela, il faut que les implantations soient démantelées, que le

redéploiement de l'armée israélienne se fasse et que des élections libres aient lieu pour les Palestiniens.

Alors, malgré l'inconfort de cette situation, la "militante juive pour la paix" veut espérer encore, renouer les fils du dialogue interrompu, expliquer aux uns la peur israélienne qu'elle comprend profondément, et aux autres l'absolue nécessité de ce processus de paix tel qu'il a été (trop vaguement!) conçu à Oslo et Washington.

Il ne s'agit pas pour le moment de compréhension réciproque mais de *realpolitik*. Le sang coulera sans doute encore mais peut-être faut-il, comme l'histoire nous l'enseigne sans cesse, que le sang coule pour qu'il puisse moins couler dans l'avenir.

R. D-C.

— *Que pensez-vous de la situation dans laquelle se trouve aujourd'hui le processus de paix?*

Elle est très mauvaise et cela depuis le début. Les principaux obstacles ont toujours été les revendications israéliennes sur les territoires occupés, qu'ils n'ont jamais vraiment abandonnées. Notre problème était déjà celui-là lors des négociations de Washington, en dépit des termes de la résolution 242 de l'ONU qui stipule l'inadmissibilité de l'acquisition des territoires par la force et qui demande le retrait des territoires: en dépit aussi des condamnations d'Israël par le Conseil de sécurité de l'ONU, pour les implantations illégales; en dépit, enfin, du soutien de l'opinion publique internationale qui considère que le non retrait des implantations est un obstacle majeur à la paix.

A Washington, nous avions demandé qu'Israël cesse de développer les implantations pendant la période intérimaire. Ils ne l'ont jamais fait et cela a été le début de l'impasse. Ce que stipule l'accord d'Oslo est très général et très vague: on dit seulement que le problème des implantations sera discuté dans une deuxième étape des négociations.

La question des implantations comprend plusieurs parties: d'abord, le sort de celles qui existent; c'est une première impasse. Ensuite, le problème de celles qui s'étendent et c'est une deuxième impasse. Et enfin l'augmentation du nombre des colons et c'est une troisième impasse.

Il a toujours été admis qu'aucune activité illégale ne devrait faire obstacle à la deuxième étape des négociations pour la paix. En continuant ses activités d'implantation, Israël a violé les accords.

— *Estimez-vous que ces "impasses" étaient déjà en germe dans les termes des accords d'Oslo et de Washington?*

Oui, tout à fait. Et cela est vrai aussi pour d'autres problèmes. Mais les implantations demeurent la cause principale de l'impasse actuelle.

— *Voyez-vous un moyen pour en sortir?*

Non, je ne le vois pas. Mon expérience à Washington m'a persuadé qu'Israël ne renoncera pas à ses colonies. C'est pourquoi je ne crois pas que les Israéliens et les Palestiniens pourront résoudre seuls leur conflit. Comme le rapport des forces nous est totalement défavorable, notamment sur le plan militaire, une troisième force nous est indispensable. Il faut que la communauté internationale intervienne de manière active. Autrement, il n'y aura pas de paix possible et cette partie du monde risque à nouveau d'être déstabilisée par la violence .

– *Décelez-vous des changements dans la position américaine?*

Non, je n'en vois aucun.

– *On a l'impression qu'Israël attache plus d'importance à la paix avec l'Égypte, la Jordanie et peut-être demain avec la Syrie et le Liban, ainsi qu'au rétablissement de relations diplomatiques et économiques avec un certain nombre de pays, qu'à la paix avec les Palestiniens. Qu'en pensez-vous?*

Oui, c'est également mon opinion. Mais il faut qu'Israël sache qu'il n'y aura pas de paix dans cette région sans les Palestiniens. Ils sont au cœur du problème et la paix est indivisible.

– *Les Israéliens ont peur depuis les deux attentats de Tel Aviv et de Netanya. Face à la rue israélienne, le gouvernement travailliste craint de perdre les prochaines élections et c'est l'une des causes de son immobilisme. Est-ce que la perspective d'un retour du Likoud au pouvoir vous inquiète?*

Je ne suis pas d'accord avec cette analyse. Le seul moyen de casser l'engrenage de la violence, c'est de reconnaître aux Palestiniens l'autodétermination. Si Israël fait cela, la violence s'arrêtera, parce que les Palestiniens veulent la paix, profondément. Ni Rabin, ni Arafat ne peuvent mettre fin à la violence des extrémistes du Hamas. Si Israël concède ce qu'il doit concéder, il n'y aura plus de violence. Le fait qu'Arafat réponde à la demande israélienne et arrête des gens me paraît non seulement inutile mais, de plus, dangereux. Une telle politique ne pourra pas mettre un terme à la violence. Au contraire, elle conduit à faire croire aux Palestiniens qu'Arafat est le gardien des intérêts d'Israël. C'est ridicule.

– *Pensez-vous qu'il y ait une différence entre la gauche et la droite israélienne, tout au moins en ce qui concerne le processus de paix?*

Oui, il y a une différence mais seulement dans la tactique et le style. Pour le reste, c'est la même chose: ils n'abandonneront rien sauf s'ils y sont obligés. Les Palestiniens n'accepteront pas une paix qui repose sur la violation de leurs droits. Cela signifie que le conflit risque de se perpétuer sous toutes ses formes et qu'il deviendra sans doute encore plus âpre qu'il ne l'a jamais été. Israël dit aux Palestiniens que, pour permettre le

déroulement des élections, leur armée va se redéployer sur la rive ouest du Jourdain mais tant qu'il continue, par ailleurs, les implantations, il n'y aura pas de solution.

– *Que pensez-vous de la situation politique et économique à Gaza?*

Elle est très mauvaise. Tout le monde se plaint. Et cela est d'autant plus préoccupant qu'il n'y a pas réellement de gestion. C'est vraiment un échec de ce point de vue.

Je lisais encore récemment dans le journal, qu'une délégation de Palestiniens installés en Californie étaient venus ici proposer des investissements et qu'ils ont été obligés d'attendre des jours et des jours avant d'obtenir un rendez-vous avec un responsable. Au sein de l'Autorité palestinienne, les véritables et multiples compétences palestiniennes ne sont pas utilisées. Tout est subordonné à des considérations politiques ou personnelles.

– *Pensez-vous que dans les conditions actuelles, Yasser Arafat puisse vraiment agir?*

Oui, certainement. Il lui suffirait de ne pas avoir ces pratiques bureaucratiques et très centralisées. Il lui suffirait de déléguer ses pouvoirs en faisant appel à des gens compétents.

– *Peut-il y avoir une "opposition" à Arafat? Vous-même avez-vous la possibilité de vous faire entendre?*

Non, absolument pas.

– *Qu'attendez-vous des élections en admettant qu'elles puissent avoir lieu dans de bonnes conditions?*

Ces élections sont très problématiques. C'est un autre aspect très flou des accords: ils stipulent que tous les Palestiniens pourront y participer mais pourquoi Israël permettrait-il de telles élections, par exemple, pour les habitants de Jérusalem-est? Il faudrait de véritables élections législatives. Et Israël n'en veut pas. C'est une autre impasse

– *Vous établissez un lien entre le blocage du processus de paix et la présence croissante du Hamas dans les territoires occupés et à Gaza. Hamas peut-il, par ses attentats terroristes, rendre la paix impossible même pour les Israéliens les plus déterminés en faveur du processus de paix?*

Le Hamas déploie sa propre vision politique de la situation à partir de son refus d'accepter l'existence d'Israël. Mais, en fait, même si la popularité du Hamas croît, son appel à boycotter le processus de paix ne prend pas dans la population palestinienne. Au contraire, les gens manifestent pour la paix car la majorité du peuple palestinien veut la

paix; et c'est pourquoi je pense que si Israël donnait au processus un minimum de crédibilité, cela pourrait arrêter le terrorisme. Le Hamas fera tout pour empêcher la mise en œuvre du processus de paix mais il ne pourra le faire efficacement que si ce processus n'a plus aucune crédibilité.

– *Y a-t-il une aile modérée au sein du Hamas ?*

Oui, il y a des gens raisonnables et modérés. En tout état de cause, je pense qu'il est important d'unifier les Palestiniens et de faire entrer le Hamas dans cette unité. Si nous avons un Etat palestinien indépendant, alors le Hamas acceptera d'être engagé dans un processus démocratique auquel la majorité des Palestiniens aspire.

– *Mais le fondamentalisme se répand un peu partout en dehors de la Palestine, n'êtes-vous pas un peu optimiste à propos du Hamas?*

Ici, c'est très différent. C'est très lié au processus de paix. Si le processus réussit, le Hamas se rangera .

– *Revenons au quotidien. Depuis que je suis ici, je sens un changement, une fermeture au dialogue, et cela des deux côtés. Chez les Israéliens, même engagés dans la lutte pour la paix, il y a de plus en plus de peur...*

Je le sais et je le regrette. Je pense que beaucoup de gens se considèrent de gauche, mais qu'en fait leurs positions sont très superficielles. Ils reviennent rapidement à leurs positions de base. D'autre part, beaucoup de gens ne sont pas capables d'interpréter les situations en termes de causes et d'effets. Je sais que les Israéliens ont été très choqués par les attentats et je les comprends. Mais ils ne voient pas que la responsabilité indirecte de ces événements incombe à leur gouvernement. Ils ne se rendent pas compte de la manière terrible dont Israël agit envers les Palestiniens. Près de Ramallah, l'armée a encore tué des Palestiniens alors qu'ils auraient pu les arrêter. Or, ils les ont tués. Cela n'a, semble-t-il, choqué personne en Israël. Si les positions en faveur de la paix de ces gens sont si fragiles et si changeantes, et qu'ils reviennent à une position antérieure à Oslo, je ne peux que le regretter. Nous avons mis beaucoup d'espoirs dans le Meretz avant qu'il n'arrive au pouvoir. Malheureusement aujourd'hui, il soutient la politique de Rabin.

– *Mais ont-ils le choix? Cette coalition n'est-elle pas la seule chance pour la paix?*

Oui, c'est vrai et je sais avec certitude que si Rabin concède ce qu'il doit concéder, il tombera; et le Likoud reviendra au pouvoir. Je le sais parce que les Israéliens sont intimement persuadés que les territoires occupés leur appartiennent. Aussi, ni Rabin, ni personne ne peut leur faire admettre de les quitter. C'est bien pourquoi, je vous disais que le

problème ne peut être résolu par les Israéliens et les Palestiniens seuls.

*— Pouvez-vous dire quelques mots sur la situation des droits de l'Homme à Gaza?*

Ce n'est pas satisfaisant. Il y a de constantes violations comme, par exemple, l'arrestation récente de l'avocat Raji Sourani ou la création de cours militaires. Tout cela est absurde. L'Autorité palestinienne perd confiance en elle même. La population est très amère à son égard.

*— Voulez-vous ajouter quelque chose à l'intention des Français qui vont vous lire?*

Je veux juste dire que la paix ne peut s'établir que sur des bases de confiance et de justice. Il y a longtemps, la Communauté européenne, dans sa déclaration de Venise, a reconnu les droits du peuple palestinien. Je suis sûr que la France a un grand rôle à jouer. Je souhaiterais qu'elle assume un rôle de leader dans ce processus.

Actuellement, malgré les difficultés, nous avons encore des chances de réussir ce processus; ce serait terrible de les gâcher. Peut-être que si l'Union européenne adoptait une position unifiée, elle pourrait avoir la force de dire aux Américains que cela ne peut pas continuer ainsi. Je pense aussi que les ONG peuvent jouer un rôle utile pour l'établissement de cette paix en rappelant constamment aux gouvernements certains principes fondamentaux. Les gouvernements n'ont pas de moralité. Ils sont tous prêts à sacrifier leurs principes sur l'autel de leurs intérêts.

*Propos recueillis et traduits  
par*

Régine Dhoquois-Cohen